

francebleu.fr

D'anciens élèves dénoncent des violences dans une vingtaine d'établissements scolaires d'une congrégation religieuse

Delphine Evenou

6-7 minutes



Delphine Evenou

Publié le dimanche 1 février 2026 à 15:35

Une vingtaine d'anciens élèves des établissements scolaires de la congrégation des Frères des écoles chrétiennes dénoncent des violences physiques et sexuelles, révèle France Inter ce dimanche. La congrégation compte aujourd'hui 150 écoles dans tout le pays.

Dans le sillage de [l'affaire Bétharram](#), un nouveau collectif national de victimes vient d'être créé pour dénoncer des faits de violences physiques et sexuelles commises dans les établissements scolaires de la congrégation des Frères des écoles chrétiennes, appelés aussi établissements Lasalliens, révèle [France Inter](#) ce dimanche.

Ce collectif regroupe une vingtaine d'anciens élèves qui disent avoir subi des *"coups, des punitions corporelles avec immobilisation du corps pendant des heures et des humiliations"*, selon Philippe, cofondateur du collectif. *"On met les gens dans les poubelles, on les accroche à des portemanteaux"*, poursuit-il. *"Il y avait aussi des actes sexuels sur des enfants de 8 à 15 ans"*, ajoute-t-il.

"Un petit Bétharram dans chaque établissement"

"Potentiellement, on a un petit Bétharram dans chaque établissement puisqu'on avait dans tous ces établissements un prédateur ou un bourreau", assure-t-il. **"La congrégation ne veut pas reconnaître ses responsabilités et c'est ce que nous souhaitons dénoncer"**, conclut-il. Dans un communiqué transmis à France Inter, le collectif *"exige que la congrégation sorte du déni pour assumer sa responsabilité civile et financière dans l'un des plus vastes scandales de violences et d'abus systémiques de l'enseignement catholique"*.

La congrégation *"se limite à une posture de compassion protocolaire et d'indemnisation dérisoire, quand ce n'est pas un mutisme complet"*, dénonce aussi le collectif. Il lui demande de reconnaître *"catégoriquement que son projet éducatif fondé sur la violence et la terreur est un projet inacceptable qui ne respecte pas les droits fondamentaux de la personne humaine"* et d'ouvrir *"sans restriction les archives pour identifier les complicités hiérarchiques"*.

Une vingtaine d'établissements concernés partout en France

Le collectif de victimes réclame enfin à la congrégation des Frères des écoles chrétiennes de lancer **"un appel à témoignage pour libérer la parole des victimes"** et de créer **"un fonds de réparation de 100 millions d'euros, à la hauteur du préjudice réel (vies professionnelles entravées, soins à**

vie, préjudices affectifs et relationnels) et du nombre de victimes".

La congrégation des Frères des écoles chrétiennes, fondée au 17^e siècle par Jean-Baptiste de La Salle, dispose aujourd'hui de **150 écoles dans tout le pays**. Selon le collectif de victimes, une vingtaine d'établissements sont concernés par ces accusations : [Saint-Charles à Chauny](#) (Aisne), Saint-Joseph Lasalle à Rodez (Aveyron), La Salle Pibrac (Haute-Garonne), [Saint-Genès à Bordeaux et Talence \(Gironde\)](#), Saint Jean-Baptiste de la Salle à Guérande (Loire-Atlantique), Saint-Joseph du Loquidy et Saint-Felix à Nantes (Loire-Atlantique), Le Likès à Quimper (Finistère), Nazareth à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), Saint-Joseph à Mauléon (Pyrénées-Atlantiques), Saint-Vincent à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), Francs Bourgeois à Paris (Paris), Saint Jean-Baptiste de La Salle à Rouen (Seine-Maritime), Saint-Augustin à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), Saint-Nicolas d'Igny (Essonne) et Passy à Brétigny-sur-Orge (Essonne), Saint-Nicolas d'Issy à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) et Passy-Buzenval à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

[Agression sexuelle](#)